

# Au théâtre du Lambermont, on rejoue la scène de ménage entre Fédéral et Régions

## LE RÉSUMÉ

Trois points d'accrochage entre Fédéral et Régions hier au **comité de concertation**: le **tax shift**, l'**asile**, le **survol de Bruxelles**.

L'acrimonie entre le Premier ministre fédéral **Charles Michel** et le ministre-président wallon **Paul Magnette** est toujours bien présente.

**MARTIN BUXANT**

On serait thérapeute de couple, on irait traîner du côté du Lambermont – là où se tiennent épisodiquement les réunions du comité de concertation – afin de proposer nos services. Car entre le Premier ministre fédéral Charles Michel et le ministre-président wallon Paul Magnette, l'histoire de désamour se poursuit. On se souvient de la crise de couple d'avril dernier – «*tu peux garder ton sourire ironique!*», adressé par le socialiste au libéral – lors d'une réunion du même comité. Et hier, mercredi, alors que Fédéral et entités fédérées se retrouvaient pour discuter différents points, l'animosité entre ces deux-là n'a pas disparu.

«*C'était horrible*», glisse un Wallon. «*Tout, absolument tout, respire la vengeance dans la manière de faire chez Charles Michel. Il veut faire saigner la Wallonie, c'est tout ce qui l'intéresse*». Dans l'autre camp, le Fédéral, on s'offusque de cette lecture. «*Ridicule*», balaye une éminence fédérale. «*La preuve: on a fait avancer 25 dossiers et seul un ou deux posent encore problème. On est vraiment dans la concertation*».

Bref, tour de chauffe, d'abord, avec la ministre fédérale de l'Énergie qui a présenté la nouvelle version du plan de délestage visant à définir les zones de coupures en cas de black-out.

Et puis, les Romains s'empoignèrent. Car les trois plats du jour (réforme fiscale, crise de l'asile et survol de Bruxelles) doivent encore être servis.

Il y a donc là le Premier ministre Charles Michel. Deux de ses «vices», Jan Jambon et Kris Peeters, sont absents. A ses côtés, Didier Reynders se penche fréquemment pour lui glisser l'un ou l'autre mot. Mais l'Ucclois est resté (très) discret mercredi, notent plusieurs participants. En vérité, côté fédéral, c'est bien à un seul-en-scène de Charles Mi-

chel auquel on assiste. En face, les ministres-présidents des trois Régions, notamment, et quelques autres ministres.

## Tax shift

Magnette commence par regretter le manque de dialogue et d'informations au sujet de la réforme fiscale du Fédéral. Michel déplore les «*remarques agressives formulées*» par Magnette sur le trottoir devant le Parlement. «*Mais je ne vais quand même pas me taire quand la Wallonie pourrait perdre jusqu'à 300 millions d'euros!*», siffle Magnette. Tant Vervoort (Bruxelles) que Magnette veulent connaître la manière dont les Régions seront impactées.

Michel temporise, mais laisse comprendre qu'il n'est pas question de toucher à un cheveu de cette réforme fiscale pour satisfaire les Régions.

En bout de course, le libéral accepte la tenue d'une conférence interministérielle qui réunira les excellences des différents niveaux de pouvoir afin d'estimer comment chacun est touché par le tax shift.

Magnette est ulcéré. «*C'est le serpent qui se mord la queue, on va réunir une conférence interministérielle et vous dites d'entrée de jeu que ça ne sert à rien, qu'on ne changera rien*», répond-il encore à Michel. Et d'enfoncer le clou sur le fait qu'aucun document fiscal se rapportant au tax shift n'a encore été transmis par le Fédéral.

L'acrimonie est perceptible, Magnette juge l'attitude de Michel «*arrogante*» tandis que Michel estime que Magnette essaye de se mêler de ce qui ne le regarde pas. Et si ça ne lui plaît pas, la Wallonie dispose de l'autonomie fiscale pour faire autre chose...

Un vice-premier résume: «*Michel dit qu'il veut bien discuter de tout mais que ce n'est pas de la codécision, qu'il ne va pas réécrire un accord de gouvernement juste pour faire plaisir à Magnette*». Un ministre prolonge: «*L'ambiance n'était pas top mais c'était tout de même un cran en dessous de ce qu'on a vécu il y a quelques mois*».

## Asile

Là, Joëlle Milquet monte au créneau. «*On a de la place, pourquoi bloquer à 250 examens de demandes d'asile par jour*», regrette-t-elle. Et avec emphase, elle soupire. «*On n'existe pas, on est traités comme des minus, la presse n'en a que pour le Fédéral*», glisse-t-elle en aparté à un collègue. Assez fort pour que tout le monde l'entende, cependant.

Michel pointe les Bruxellois, ces don-

neurs de leçons, qui l'exaspèrent... Il accroche Rudi Vervoort: «*pourquoi ne pas mettre à disposition le théâtre américain? On pourrait y mettre des demandeurs d'asile*». Vervoort lui signifie que ça, c'est l'affaire des Bruxellois. Ce bâtiment fédéral, près de l'Atomium, est occupé par la ville de Bruxelles. «*C'est une bonne manière de montrer de la solidarité dans les actes*», juge Michel.

Intervient Pascal Smet.

«*Charles, ik wil niet polemiqieren*», dit-il en néerlandais dans le texte. «*Mais cela fait treize ans que je viens régulièrement au comité de concertation et franchement, ici, on est là pour trouver des solutions*», place le socialiste flamand.

Michel insiste sur le fait qu'une «*task force*» est mise en place pour que les Régions soient informées des développements de la crise de l'asile.

## Survol

C'est la cerise sur le gâteau des désaccords: le survol de Bruxelles. Là, c'est la Bruxelloise Céline Fremault qui monte dans les tours contre une décision de Jacqueline Galant. Qui, dit-elle, perturbe le moratoire.

«*C'était une volonté du MR me semblait-il, pourtant*», glisse-t-elle à Charles Michel. «*Que les Bruxellois soient moins survolés*». Elle demande que les décisions soient corrigées par le Fédéral, qui concède au plus la mise en place de groupes techniques. «*Insuffisant*», fulmine Fremault.

Intervient Geert Bourgeois: «*Madame Fremault, on ne peut pas avoir le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la crémière! Vous avez déjà l'aéroport*». Là, Fremault manque de s'étouffer – vu que les retombées économiques de l'aéroport sont largement en faveur de la Flandre. «*Faites un geste pour Bruxelles, Monsieur Michel*», tente encore Fremault. Et le Premier ministre de terminer: «*Je constate les désaccords dans ce dossier. S'il existait une formule magique pour régler ce problème, il y a longtemps qu'on l'aurait trouvée*».

Rideau. La prochaine représentation aura lieu au théâtre du Lambermont. Pas de prévente, on joue à guichets fermés.

**«Et quoi? Je ne vais quand même pas me taire quand la Wallonie risque de perdre jusqu'à 300 millions d'euros à cause de votre tax shift!»**

**PAUL MAGNETTE**  
MINISTRE-PRÉSIDENT WALLON